



## Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement

### VINGT ET UNIÈME CONFÉRENCE DU PROE

Madang (Papouasie-Nouvelle-Guinée)  
6 – 10 septembre 2010

#### Point 4 de l'ordre du jour : Mesures prises en application des décisions de la Vingtème Conférence du PROE

#### Objectif

1. Faire rapport sur les mesures prises en application des décisions de la 20<sup>e</sup> Conférence et à la suggestion de certains Membres pendant cette même conférence.

Point de l'ordre du jour	N° de para. du rapport	Points soulevés	Mesures prises par le Secrétariat
5.1: rapport annuel 2008	17	Le Secrétariat a été encouragé à augmenter le nombre de ses publications de sensibilisation, comme un calendrier par exemple.	Préparation d'un calendrier pour promouvoir les questions d'environnement et attirer l'attention sur les activités du PROE.
	19	La PNG a invité le Secrétariat à prendre part à l'initiative Triangle corallien (CTI).	<p>Participation limitée aux activités de la CTI en PNG car le PROE n'a pas été envisagé comme prestataire de services par les pays lors du processus RETA BAsD/FEM (UniQuest).</p> <p>Assistance fournie à la PNG sur les examens des RETA, la stratégie marine de la PNG (le document de mise en œuvre de la CTI), les activités de la première année du programme de soutien à la CTI financées par l'USAID (plan de gestion <i>Live Reef Food Fish Trade</i>) et les plans de travail pour les années 2 à 5.</p> <p>Coordination et dissémination de l'information pour les projets du FEM liés à la CTI (par le biais du Conseiller chargé de l'assistance du FEM).</p> <p>Formation aux EIE à Kiribati, en PNG, à Tuvalu, aux Tonga et à Vanuatu, à l'intention des agents des ministères d'exécution et des organisations non gouvernementales, et à la planification des rapports sur l'état de l'environnement en PNG et aux Tonga.</p>

Point de l'ordre du jour	N° de para. du rapport	Points soulevés	Mesures prises par le Secrétariat
	22	Les Tokélaou ont suggéré que le Secrétariat adapte l'assistance offerte aux pays tels que le sien et coordonne l'accès aux enseignements tirés de l'expérience sur la gestion des côtes et des récifs coralliens.	Attends confirmation des Tokélaou concernant le besoin d'assistance pour donner suite aux recommandations de l'évaluation de 2003 du PROE sur les ressources marines. Les travaux pourraient également porter sur l'actualisation des plans de gestion des ressources marines 2004-2005 pour les groupes d'atolls.  Assistance offerte aux Tokélaou en matière de planification du changement climatique, intégrant les aspects liés aux récifs coralliens.
5.2: PMER	30	Nioué a suggéré que le Secrétariat aide les pays à accéder aux financements de soutien à la mise en œuvre des AME.	Mise en œuvre du projet CE-Pacifique de renforcement des capacités des pays ACP sur les AME, qui aborde entre autres ces questions.  Assistance fournie à plusieurs pays insulaires océaniques concernant l'accès aux petites subventions du PNUD/FEM pour faciliter la mise en œuvre du Programme de travail de la CDB sur les aires protégées.
	32	Les Îles Cook, Kiribati et Nioué ont demandé des ressources et un soutien supplémentaires dans le domaine de la gestion des déchets, et notamment de l'amiante.	Le Secrétariat a signé avec l'AFD une convention de financement d'un million d'euros portant sur une Initiative régionale de gestion des déchets solides. Le contrat d'assistance technique doit faire l'objet d'un appel d'offres et la mise en œuvre de l'initiative devrait commencer début 2010.  Le JICA s'est également engagé à exécuter un projet régional de gestion des déchets solides à compter de novembre 2010 et a mené des consultations en vue de l'élaboration d'activités nationales et régionales spécifiques.  Le projet du PNUE, financé par l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable, concernant la « réduction des rejets de POP grâce à une meilleure gestion des déchets solides et dangereux » a fait l'objet d'une subvention de préparation de projets ; le descriptif de projet sera soumis à l'approbation de la directrice générale d'ici février 2011.
	34	Les Îles Cook ont demandé au Secrétariat d'affecter un agent à la formation sur les EIE.	Le département de l'environnement des Îles Cook a été contacté pour clarifier le type d'assistance requise.

Point de l'ordre du jour	N° de para. du rapport	Points soulevés	Mesures prises par le Secrétariat
	35	<p>Les Fidji ont suggéré que le Secrétariat aide les pays à s'acquitter de leurs obligations au titre de la CITES et à améliorer la coordination des projets terrestres et leur intégration avec la planification côtière et marine.</p>	<p>Le PROE a apporté une assistance au Secrétariat de la CITES et à la CPS dans le cadre de deux ateliers CITES sur le milieu marin : le renforcement des capacités concernant les béditiés (<i>Tridacnidae</i>) aux Fidji et les avis de commerce non préjudiciable pour les espèces marines de la CITES aux Îles Salomon.</p> <p>Les discussions se poursuivent avec l'UICN et le Secrétariat de la CITES au sujet des activités et projets de renforcement des capacités destinés au Pacifique.</p> <p>Une assistance a été apportée dans le cadre du cours de formation sur la gestion écosystémique dispensé aux Îles Cook par le <i>Global Change Institute</i> de l'Université du Queensland.</p>
6.1: ICR	58	<p>⇒ convient que les Membres devraient poursuivre avec le Secrétariat leur débat sur le plan d'action révisé dans le contexte d'un processus consultatif de planification stratégique pour déterminer les fonctions et activités s'inscrivant dans les activités de base du Secrétariat...</p> <p>⇒ décide de prolonger le mandat du groupe de travail sur l'Évaluation indépendante de l'Organisation et d'augmenter le nombre de ses membres pour lui permettre de terminer son travail, sans toutefois dépasser la date de la 21e Conférence du PROE ;</p> <p>⇒ demande au groupe de travail d'agir en fonction de ce qui précède et de formuler d'autres propositions destinées à améliorer les relations réciproques avec les Membres, conformément à la recommandation 79.</p>	<p>Un questionnaire et des consultations sous-régionales sur l'élaboration du Plan stratégique 2011-2015 ont été organisés pour permettre aux Membres de définir les grandes priorités régionales.</p> <p>Une correspondance électronique a été entamée avec le groupe de travail et le groupe de discussion en ligne pour recueillir leurs suggestions ; nous proposons que ces discussions se poursuivent lorsque le projet de Plan stratégique aura été diffusé pour observations.</p> <p>Des correspondants thématiques ont été mis en place au Secrétariat.</p> <p>Pour plus de détails sur la mise en œuvre de l'Évaluation indépendante de l'Organisation, voir le document d'information correspondant.</p>
6.2: RIF	69	<p>⇒ demande au Secrétariat de se pencher plus avant sur le rôle futur du PROE et sur les possibilités qui s'offriront à lui dans le domaine de la politique énergétique et du changement climatique, compte tenu de la nécessité d'améliorer la coordination et la coopération des organisations du CORP...</p> <p>⇒ approuve les efforts déployés dans le cadre de la composante du projet énergétique conjoint SOPAC-PROE conduit sous les auspices du</p>	<p>Le PIGGAREP a financé la participation de trois pays insulaires océaniques à un atelier d'examen de la politique énergétique régionale organisé par la CPS.</p> <p>Un atelier conjoint (PROE, CPS, USP et PPA) sur la planification énergétique et la coordination et la gestion de projets sur l'énergie est prévu pour le quatrième trimestre 2010.</p> <p>Une évaluation conjointe (CPS, PROE, PPA et PNUD) a été réalisée en juillet 2010 sur le projet de biocombustibles de Port Orly à Santo Vanuatu).</p>

Point de l'ordre du jour	N° de para. du rapport	Points soulevés	Mesures prises par le Secrétariat
		10e FED par le Secrétariat afin de tirer parti de l'élan initial du PIGGAREP, compte tenu du rôle reconnu que joue le PROE dans les domaines de l'énergie et de l'environnement.	Une fiche d'identification a été approuvée et une fiche d'action est en cours d'élaboration avec la CPS en vue de sa soumission à l'UE en septembre 2010.
6.3: Examen du Plan s'action	95	<p>⇒ approuve la procédure proposée pour examiner le Plan d'action actuel et élaborer un nouveau Plan d'action pour 2011-2016 ;</p> <p>⇒ encourage le Secrétariat à étudier les possibilités de rationalisation des processus de planification stratégique, y compris l'intégration du document existant sur les programmes stratégiques dans un nouveau plan stratégique qui servira de plan d'action aux fins de la Convention portant création du PROE ;</p> <p>⇒ ... demande au Secrétariat de trouver les moyens les plus économiques...</p>	<p>Un questionnaire a été distribué pour établir les priorités des Membres et obtenir les avis des organisations partenaires et des cadres professionnels du Secrétariat (mars-mai 2010). Dix-huit Membres ont répondu au questionnaire sur les progrès accomplis dans le cadre du précédent Plan d'action et sur les futures priorités nationales et régionales.</p> <p>Des ateliers consultatifs sous-régionaux ont été organisés aux Fidji (15 Membres) et à Guam (3 Membres plus le <i>Micronesia Challenge</i>) en mai 2010 pour examiner les réponses au questionnaire et parvenir à un consensus sur les priorités et cibles stratégiques régionales pour les cinq années à venir.</p> <p>Un financement de l'Australie a permis au Secrétariat d'engager un consultant et de veiller à ce que la participation aux ateliers consultatifs soit sans frais pour les participants des pays et territoires.</p>
7.1: contributions des Membres	108	⇒ encourage le Directeur du PROE à saisir les hauts fonctionnaires pertinents du problème des contributions impayées lorsqu'il se rend dans leurs pays respectifs.	Des rappels ont été envoyés aux Membres ayant des arriérés de contribution et le Directeur a abordé la question lors de ses missions dans les pays : Îles Marshall (octobre 2009), Vanuatu (octobre 2009), Guam (mai 2010), Fidji (mai 2010) et Kiribati (juin 2010).
7.2: l'Évaluation institutionnelle réalisée par la Commission européenne (CE)	119	⇒ demande au Secrétariat de fournir aux Membres, début 2010, un rapport intérimaire sur la mise en œuvre des recommandations de la CE, notamment sur le cadre de gestion des risques et le manuel de passation de marchés.	Les rapports intérimaires ont été diffusés par voie de circulaire. Voir également le document d'information.
8.1: conditions d'emploi du Cadres professionnels	125	⇒ approuve l'adoption du nouveau modèle proposé de fourchette de rémunération et demande au Secrétariat d'informer les Membres de sa date d'entrée en vigueur et des autres questions importantes associées à ce changement, soit lors de la prochaine Conférence du PROE soit par voie de circulaire le cas échéant.	Voir les documents de travail pertinents.

Point de l'ordre du jour	N° de para. du rapport	Points soulevés	Mesures prises par le Secrétariat
9.1.1: Programme régional sur les espèces marines	143	Les Fidji ont encouragé le Secrétariat à entrer en contact avec leur gouvernement et l'USP sur l'échantillonnage des tortues et les prescriptions réglementaires nationales de la CITES.	Des discussions sont en cours avec l'Université de Canberra et l'USP sur les processus/installations les mieux adaptés à l'analyse des échantillons. Les discussions se poursuivent avec l'UICN et le Secrétariat de la CITES sur les activités de renforcement des capacités et une réunion de formation a été prévue pour le Pacifique.
	144	⇒ prie instamment les Membres qui sont Parties à la CMS et le Secrétariat de la CMS de collaborer avec le PROE pour mettre l'accent sur les enjeux principaux et mobiliser les financements à l'échelon national afin de mettre en œuvre les mesures pertinentes du plan d'action [sur les tortues] et d'indiquer à l'aide du questionnaire l'option qu'ils privilégient pour orienter les activités futures dans ce domaine ; ⇒ invite les pays à nommer les personnes qui les représenteront au sein de l'équipe de rétablissement pour le plan de rétablissement des baleines à bosse...	Recrutement en cours d'un consultant (financé par la CMS) pour préparer une proposition visant à soutenir la mise en œuvre du plan d'action aux échelons national et régional. Activités de suivi du questionnaire.  Les personnes nommées par les Fidji, les Îles Salomon, Nioué, la PNG, le Samoa, les Tokélaou, les Tonga et Vanuatu ont participé à la première réunion de l'équipe de rétablissement qui s'est tenue à Auckland en avril 2010.
9.2.1: Gestion des déchets solides	162-163	Nioué et les Îles Cook ont demandé au Secrétariat d'accorder la priorité à l'élimination de l'amiante.	Des conseils et des recommandations ont été fournis à Nioué en mai 2010 concernant l'élimination de l'amiante.  Les Îles Cook seront contactées dans le courant de l'année 2010 pour répondre à leurs besoins spécifiques.
	165	Les Fidji ont demandé au Secrétariat de faciliter la diffusion des expériences de gestion des déchets aux autres îles du Pacifique.	Les projets à venir du JICA et de l'AFD fourniront une plate-forme de partage des expériences. Le rapport semestriel de la Stratégie régionale sur les déchets solides permettra également de partager ces expériences à condition que les pays fournissent les informations nécessaires.
	167	Les Tonga ont suggéré que le PROE joue un rôle dans la formation en gestion des déchets.	Cet aspect a été intégré dans la Stratégie régionale de gestion des déchets sous le thème « renforcement des capacités ».  Le projet de l'AFD comprend un important volet de formation professionnelle en gestion des déchets. Des contacts ont également été pris avec l'USP en vue de l'élaboration d'un cours d'études supérieures et de l'obtention de financements pour la formation.

Point de l'ordre du jour	N° de para. du rapport	Points soulevés	Mesures prises par le Secrétariat
	168	Kiribati et Tuvalu ont suggéré que d'autres pays pourraient bénéficier de l'assistance du PROE pour élaborer des propositions de projets et obtenir une aide financière.	<p>Une assistance est fournie pour les projets liés au FEM ; le Secrétariat est prêt à répondre rapidement à de telles demandes (aucune n'a été reçue à ce jour).</p> <p>Plusieurs sources de financement ont été communiquées aux pays et territoires insulaires océaniques.</p>
	171	<p>Dans le cadre de la phase d'exécution des travaux sur les déchets solides :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Des cadres de direction du PROE négocient au niveau ministériel un programme de travail annuel assorti d'objectifs spécifiques et attirent l'attention du public pour que cet accord se traduise par une amélioration de la gestion des déchets.</li> <li>• Mettre à l'essai une nouvelle approche prévoyant des missions de longue durée des agents du PROE dans les pays...</li> </ul>	Cette approche devrait être examinée plus avant car elle pourrait faire partie intégrante d'une stratégie menée conjointement avec les pays faisant intervenir d'autres organisations du CORP.
9.2.3: PACPOL	183	Diffusion par le Secrétariat du projet de Stratégie du Programme pour la prévention de la pollution marine dans le Pacifique (PACPOL) 2010-2014 pour observations par voie de circulaire d'ici la fin de 2009.	La version finale de la Stratégie du PACPOL a été envoyée aux Membres et partenaires pour observations en février 2010. La Stratégie a été arrêtée et est en instance de publication et de distribution.
9.2.4: Appui services météorologiques	193	La Nouvelle-Zélande exhorte le Secrétariat à terminer les deux examens en cours [concernant les services météorologiques régionaux et le plan d'action stratégique] avant de s'engager dans la présentation de nouvelles propositions et d'envisager la création de nouvelles institutions ou de nouveaux mécanismes.	L'examen des services météorologiques régionaux a été achevé et les recommandations ont été transmises aux dirigeants du Forum pour approbation. L'examen du Plan stratégique en matière de météorologie a été reporté pour tenir compte des résultats de la réunion des dirigeants : il sera lancé lors de la Conférence des directeurs des services météorologiques régionaux devant se tenir aux Îles Marshall en 2011.
	72-73, 195	Les États-Unis, la Nouvelle-Zélande et les Îles Cook ont demandé que le poste de météorologue/climatologue soit pourvu/intégré au programme de base.	Les attributions du poste et un cadre de financement ont été définis conformément aux conclusions de l'examen des services météorologiques régionaux. Le budget du poste a été calculé et envoyé aux donateurs dans le cadre d'une proposition de financement.

Point de l'ordre du jour	N° de para. du rapport	Points soulevés	Mesures prises par le Secrétariat
	196	La PNG a recensé le besoin d'étendre le soutien du PROE au développement des services météorologiques à l'échelon national.	L'examen du plan stratégique en matière de météorologie tiendra compte des rôles des services météorologiques nationaux et des partenariats nationaux et régionaux avec les responsables nationaux de la gestion des catastrophes et les partenaires pour partager les avantages associés. Le PROE a élargi son soutien grâce au programme de formation et de renforcement des capacités mené avec l'Institut météorologique finlandais.
	202	<p>⇒ entérine la procédure proposée pour confier au Secrétariat l'élaboration d'une proposition exhaustive, à soumettre à l'examen de la 21e Conférence en 2010, au sujet de la mise sur pied et de l'établissement d'un moyen institutionnel de répondre aux besoins de services météorologiques dans la région, compte tenu également de leurs liens avec les services hydrologiques.</p> <p>⇒ prie le Secrétariat de poursuivre [l'examen des services météorologiques régionaux] en fournissant des rapports intersessionnels en vue de la soumission d'un rapport final aux Membres à la 21e Conférence du PROE, en 2010.</p>	<p>Proposition soumise concernant la création d'un Conseil météorologique océanien (voir document de travail).</p> <p>Rapport final diffusé aux Membres en mars 2010.</p>
10.1: Le rôle du Forum ministériel	281	<p>⇒ décide de prévoir un débat de haut niveau à l'ordre du jour de la 21e Conférence du PROE, puis tous les deux ans, pour examiner les questions stratégiques devant être prises en considération par les ministres de l'Environnement de la région ;</p> <p>⇒ demande au Secrétariat de consulter les Membres du PROE sur les questions devant être abordées lors de ce débat de haut niveau de la 21e Conférence du PROE.</p>	<p>Fait (voir ordre du jour).</p> <p>Le directeur du PROE a abordé la question lors de ses discussions avec les ministres de l'Environnement de la région.</p>

Point de l'ordre du jour	N° de para. du rapport	Points soulevés	Mesures prises par le Secrétariat
10.2: Procédure de nomination du directeur du PROE	293	<p>⇒ charge le Secrétariat de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>i. proposer des amendements à la procédure pour faire en sorte que lorsque la Conférence du PROE sera invitée à examiner les recommandations du Comité consultatif de sélection, elle pourra le faire dans un contexte transparent, sur la foi de renseignements détaillés sur les motivations du choix des candidats... ;</li> <li>ii. élaborer un guide pour orienter le travail du comité de sélection et les recommandations de la Conférence du PROE afin de faire en sorte que le comité puisse dresser une liste de noms des candidats retenus par ordre de compétence/de préférence...</li> <li>iii. proposer des amendements de la Procédure de nomination du directeur pour faire en sorte qu'en cas de désistement du candidat préféré, il soit possible d'offrir le poste à la personne figurant en deuxième place sur la liste des candidats qualifiés.</li> </ul>	<p>Le Secrétariat a diffusé en avril 2010 des modèles et projets d'amendement aux représentants des Membres du PROE qui avaient siégé aux précédents comités consultatifs de sélection ou s'étaient exprimés lors de l'examen détaillé de cette question à la 20e Conférence du PROE.</p> <p>Le document a été actualisé en juin 2010 en tenant compte des observations reçues (voir document de travail).</p>
16: vingt et unième Conférence du PROE	342	<p>⇒ convient d'accepter en principe l'offre de la Papouasie-Nouvelle-Guinée d'accueillir la 21e Conférence du PROE...</p> <p>⇒ le Secrétariat lui fournira des informations sur les prescriptions relatives à la tenue de la Conférence du PROE.</p>	<p>Fait, avec la coopération du gouvernement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et le correspondant du PROE en PNG.</p>